



## SOMMAIRE

### ENERGIE – CLIMAT

- Le Labour s'engagerait à créer 70 000 emplois dans le domaine de l'éolien offshore
- Extinction Rebellion poursuit ses actions à Londres et dans le reste du RU

### ENVIRONNEMENT

- Fort déclin de la biodiversité au RU depuis les années 1970
- Le bateau Energy Observer fonctionnant à l'hydrogène fait escale à Londres

### TRANSPORT

- L'autorité pour le Grand Manchester pourrait mettre fin à la libéralisation des services de bus
- IAG est le premier groupe aérien à s'engager en faveur de la neutralité carbone à horizon 2050

### NUMERIQUE

- Le RU et les Etats-Unis facilitent entre eux l'accès aux communications électroniques des grands criminels
- NHS ouvre la première clinique britannique dédiée aux enfants accros aux jeux vidéo
- Huawei entre au capital d'Oxford Science Innovation

### REGIONS

- Une coquille dans un appel d'offres retarde l'ouverture d'un hôpital à Edimbourg

### INDUSTRIE

- La compétitivité de l'industrie aéronautique britannique pourrait être menacée par le Brexit
- Les incertitudes engendrées par le Brexit nuisent à l'industrie manufacturière britannique

## FAIT MARQUANT : Les 20 plus gros producteurs d'énergies fossiles également principaux émetteurs de CO2

**Les 20 plus gros producteurs d'énergies fossiles également principaux émetteurs de CO2** – d'après un article du [Guardian](#) qui relate une [étude](#) du *Climate Accountability Institute*, les 20 plus gros producteurs de gaz, de charbon et de pétrole seraient responsables de près d'1/3 des émissions de gaz à effets de serre depuis 1965 (près de 480 Md de t/CO2). Ces grandes entreprises extractrices seraient indifféremment détenues par des investisseurs privés (Chevron, Exxon, BP et Shell) ou par des Etats (Saudi Aramco – près de 4,38% du montant total, ou Gazprom). Le calcul des émissions prend en compte pour les producteurs de gaz, de pétrole et de charbon l'ensemble de la chaîne de valeur de l'extraction, raffinage et distribution (environ 10% du montant total des émissions) jusqu'à la consommation finale (90%). Certaines des entreprises concernées arguent, pour leur défense, du fait qu'elles ne seraient pas responsables de la façon dont leurs clients utilisent ces ressources. BP (6<sup>ème</sup>) et Royal Dutch Shell (7<sup>ème</sup>) sont parmi les principaux émetteurs avec près de 5% des émissions totales à elles deux. Total, seule entreprise française dans le classement est 17<sup>ème</sup> avec 1% du total des émissions.

## ENERGIE - CLIMAT

**Le Labour s'engage à créer 70 000 emplois dans le domaine de l'éolien offshore** – dans le cas où le Labour remporterait les prochaines élections générales, [près de 70 000 emplois](#) seraient créés dans l'éolien offshore. Cette ambition fera partie du Manifesto du Labour centré sur la mise en place d'une révolution industrielle verte. Près de 37 fermes éoliennes seraient créées avec des fonds publics et privés atteignant 83Md sur 10 ans. Les nouvelles fermes verraient le secteur public détenir une part majoritaire. 20% des profits seraient reversés aux communautés situées près du littoral et 80% seront réinvestis dans des projets de décarbonation. Le modèle économique reposerait sur des *joint-*

venture publiques-privées qui donneraient naissance à des agences régionales de l'énergie. Les conservateurs ont critiqué ce modèle mettant en avant le faible intérêt pour les investisseurs privés de s'associer en cas de participation majoritaire de l'Etat. Cette annonce du Labour s'inscrit dans le cadre plus large de l'accélération de la transition carbone et de la date d'atteinte de la neutralité carbone avancée à 2030 lors de la Convention.

**Extinction Rebellion (XR) poursuit ses actions à Londres et dans le reste du RU** – débuté lundi, [cette 3<sup>ème</sup> campagne](#) doit permettre de faire pression sur le Gouvernement britannique pour accélérer la transition énergétique et avancer la date d'atteinte de la neutralité carbone à 2025, réduire de manière urgente l'atteinte à la biodiversité et mettre en place une convention citoyenne capable de réfléchir aux questions climatiques. Les principaux axes autour de Westminster ont été bloqués et plusieurs centaines de manifestants arrêtés depuis lundi. Cette campagne fait écho à une part de plus en plus large de l'opinion publique britannique qui souhaiterait la mise en place de politiques publiques plus ambitieuses en matière de réduction des gaz à effets de serre. Près d'un tiers serait même en faveur de la neutralité carbone d'ici 2025 selon un récent sondage de [Survation](#).



**Fort déclin de la biodiversité au RU depuis les années 1970** – selon [un rapport](#) portant sur l'Etat de la nature (*State of Nature*) rédigé par près de 70 organisations environnementales et instituts de recherche au RU, 60% des espèces sauvages auraient disparu depuis 1970 et près d'1/4 des mammifères et près de la moitié des oiseaux seraient menacés d'extinction. Le rapport souligne par ailleurs que [la perte d'espèces](#), de plantes et de vie marine se poursuit et ne montre aucun signe de ralentissement. L'agriculture intensive, l'utilisation de pesticides, la destruction des habitats, l'arrivée d'espèces invasives et la crise climatique sont les principaux facteurs. Plusieurs espèces de mammifères comme le hérisson, le chat sauvage écossais ou le lapin sont menacés d'extinction. Les associations environnementales appellent à une action plus forte des pouvoirs publics, à accentuer les efforts pour respecter les cibles de protection d'ici 2020 et à compenser la baisse des financements pour la protection de la nature et de la biodiversité (-42% depuis 2009).

**Le bateau Energy Observer fonctionnant à l'hydrogène fait escale à Londres** – l'équipage français du catamaran fonctionnant à l'hydrogène et grâce au vent fait escale à Londres du 3 au 13 octobre. Le bateau qui dispose d'un laboratoire à bord achèvera sa tournée européenne au RU avant de repartir début 2020 pour une tournée mondiale. Parti de St Malo, le bateau utilisant de nombreuses technologies développées par le CEA-Liten est le premier bateau à ne rejeter aucune émission en utilisant l'eau de mer qui une fois désalinisée, sépare l'oxygène de l'hydrogène au moyen d'une électrolyse faisant fonctionner les hélices. Premier ambassadeur français des objectifs de développement durable, l'équipage souhaite alerter sur les conséquences du changement climatique et montrer que la décarbonation du transport maritime est non seulement possible mais aussi transposable à des bateaux plus gros effectuant du transport de fret.



**L'autorité du Grand Manchester pourrait mettre fin à la libéralisation des services de bus** – Se saisissant des nouveaux pouvoirs conférés aux Maires en vertu de la loi de 2017 relative à la réglementation des bus, Manchester lance une consultation publique de 3 mois sur l'opportunité de réglementer les services de bus. Le Maire de la ville, Andy Burnham, est favorable à la fin de la pleine libéralisation des bus et plaide en faveur d'un régime similaire à celui adopté par la ville de Londres, c'est-à-dire des contrats de concessions avec délégation de service public. Stagecoach, l'un des 16 opérateurs de bus présents à Manchester, a décrié le projet, estimant que le réseau de bus londonien n'est pas un modèle d'efficacité et coûte 700M£ par an.

**IAG est le premier groupe aérien à s'engager en faveur de la neutralité carbone à horizon 2050** – Le directeur général d'IAG, Willie Walsh, a déclaré que si l'entreprise atteignait l'objectif de net-zéro principalement via la compensation des émissions, ses compagnies aériennes, dont Aer Lingus et Iberia, réduiraient également considérablement leurs émissions grâce à des carburants durables et au remplacement de vieux avions. M. Walsh a déclaré que les avions

électriques ou à hydrogène ne constituaient pas une option réaliste pour la plupart des vols internationaux, et qu'il convenait de s'assurer que la compensation aérienne s'inscrivait dans un cadre réglementé en faveur de projets environnementaux mesurables et contrôlés. Il estime que cette méthode est plus respectueuse de la transition bas carbone que la taxation sur les vols, dont les revenus se fondent avec la fiscalité générale. De son côté, British Airways s'est engagé à compenser toutes les émissions des vols intérieurs à partir de l'année prochaine et à investir 327 M€ dans le carburant durable au cours des 20 prochaines années, notamment via la construction d'une usine de transformation de déchets en carburéacteur. Dans le cadre du programme Corsia mis en place par l'agence de l'aviation des Nations unies, l'OACI, l'industrie de l'aviation s'est fixée un objectif de réduction de 50 % des émissions par rapport aux niveaux de 2005 d'ici 2050. L'aviation représente plus de 2 % des émissions mondiales, mais sa contribution aux niveaux de CO2 devrait augmenter rapidement, en raison du nombre croissant de passagers. IAG est responsable d'environ 3 % des émissions de l'aviation mondiale, ce qui équivaut à 29,9M de tonnes de CO2 par an. Le coût de la compensation des vols britanniques, qui génèrent environ 400 000 tonnes de CO2, devrait s'élever à environ 3,2M d'euros l'an prochain.

## NUMERIQUE

**Le RU et les Etats-Unis facilitent entre eux l'accès aux communications électroniques des grands criminels** – Le RU et les Etats-Unis viennent de signer un accord permettant aux services de police et de renseignement des deux pays d'accéder plus rapidement qu'avant aux communications électroniques des présumés terroristes, pédophiles et grands criminels. Jusqu'à maintenant, pour accéder aux communications électroniques d'un présumé criminel, les autorités britanniques et américaines utilisaient un processus d'assistance juridique mutuelle (MLA) datant des années 1980 requérant l'approbation de la cour de justice du pays où l'entreprise qui est sommée de dévoiler les communications a son siège, ce qui durait habituellement entre six mois et deux ans. Cette durée devrait être réduite à quelques semaines voire à quelques jours avec le nouvel accord. En effet, les demandes des services de police et de renseignements britanniques, une fois acceptées par une autorité locale, seront directement transmises aux entreprises américaines, et vice versa. Pour autant, les autorités ne sont toujours pas autorisées à installer des « backdoors » pour intercepter les messages des internautes ni à imposer aux entreprises comme Facebook et Telegram de dévoiler le contenu des communications cryptées échangées sur leurs plateformes. La Ministre de l'Intérieur Priti Patel a donc, en parallèle de cet accord, rédigé une lettre ouverte à l'attention de Mark Zuckerberg, le priant de ne pas mener à bien son projet visant à crypter l'intégralité des messages partagés sur ses plateformes. Aujourd'hui, les communications Whatsapp sont cryptées par défaut, mais pas sur Messenger. La lettre ouverte a été co-signée par ses homologues en Australie et aux Etats-Unis.

**NHS ouvre la première clinique britannique dédiée aux enfants accros aux jeux vidéo** – A partir du mois prochain, les médecins généralistes pourront rediriger les personnes de 13 à 25 ans accros aux jeux vidéo vers un service spécialisé du *National Centre for Behavioural Addictions* de Londres. L'addictologie aux jeux vidéo et plus généralement les conséquences néfastes des réseaux sociaux sur la santé des enfants et jeunes adultes est un sujet qui a pris de l'ampleur ces derniers mois au Royaume-Uni. Un comité de la Chambre des Communes a notamment publié un rapport sur les technologies immersives et addictives en septembre 2019.

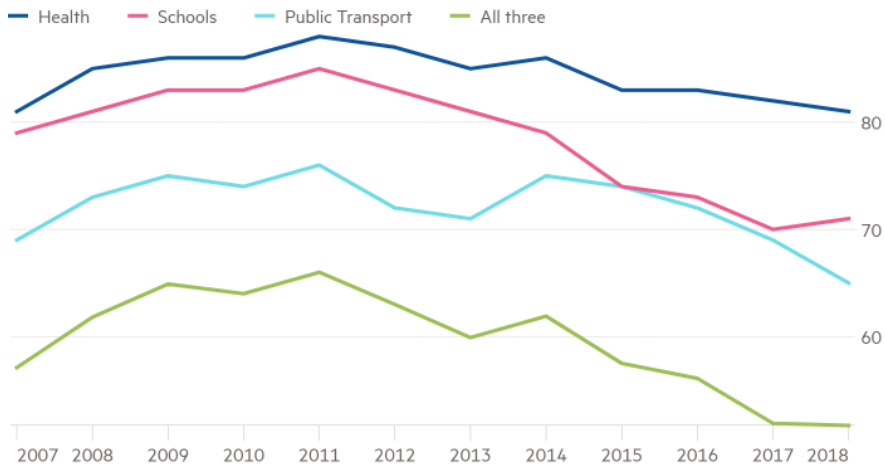
**Huawei entre au capital d'Oxford Science Innovation** – Depuis octobre 2018, Huawei a acheté 4,1M d'actions d'Oxford Science Innovation (OSI), soit 0,7% de son capital. L'entreprise, partenaire de l'Université d'Oxford, est en charge de faciliter la concrétisation de projets de recherche universitaires en spin-offs. En investissant dans l'entreprise, Huawei, au même titre que les autres 70 investisseurs dont GV (Google), Sequoia Capital et Temasek, gagne accès à certains détails des projets en portfolio. La nouvelle contraste avec la décision de l'Université d'Oxford l'été dernier de couper tout lien avec l'entreprise chinoise suite à son blacklisting aux Etats-Unis. Des parlementaires conservateurs ont contacté l'Université pour la prier de faire pression contre l'entrée de Huawei au capital d'OSI.



## Une coquille dans un appel d'offres retarde l'ouverture d'un hôpital à Edimbourg et place le parti national écossais dans l'embarras

### Falling satisfaction with Scottish public services

% of people in Scotland very or fairly satisfied



Source: Scottish Household Survey  
© FT

– Une erreur dans le cahier des charges de l'appel d'offres retarde d'une année l'ouverture du complexe hospitalier pour enfants, d'une valeur de 150M, et engendre un surcoût de de 16M£. Jeane Freeman, la ministre écossaise de la Santé, a annoncé l'ouverture d'une enquête publique ainsi que la mise en place d'un organe national chargé de superviser la planification, la conception et la construction des hôpitaux dans toute l'Ecosse. Alors que la réforme de la politique de la protection de l'enfance avait dû être abandonnée le mois dernier et qu'une enquête relève que la proportion d'Écossais satisfaits par les services publics écossais était de 51,7% en 2018

– contre 66% en 2011 –, les perspectives électorales du SNP ne semblent pas entachées. En effet, les sondages suggèrent qu'en cas d'élection générale au RU, le SNP obtiendrait une large majorité face aux travaillistes et aux conservateurs.



**La compétitivité de l'industrie aéronautique britannique pourrait être menacée par le Brexit** – L'industrie aéronautique britannique, qui représente 36Md£ par an, a exprimé de sérieuses inquiétudes après que Boris Johnson a indiqué qu'il entendait renoncer à la politique d'alignement réglementaire avec l'UE promut par Theresa May. A l'international, l'industrie aéronautique britannique est la deuxième plus importante, avec 17% des parts du marché mondial, en partie grâce à la branche britannique de sociétés européennes tel qu'Airbus. Alors que, l'année dernière, le Royaume-Uni a exporté près de 34 Md£ de produits aéronautiques, une divergence réglementaire avec l'UE risquerait d'entraîner des coûts supplémentaires, des perturbations des chaînes d'approvisionnement transfrontalières, et pourrait ainsi peser sur les exportations. Aussi, le directeur général de l'ADS (*Aerospace and Defense Trade Body*), Paul Everitt, a alerté les ministres Michael Gove et Steve Barclay dans une lettre ouverte, tandis que certains dirigeants de Rolls-Royce ont averti le ministère pour la sortie de l'UE (DexEU) que la fin de l'appartenance à l'Agence Européenne de la Sécurité Aérienne pourrait donner à ses concurrents, tel que Safran, un avantage compétitif en matière d'orientation future de la réglementation applicable à l'industrie. L'industrie aéronautique estime par ailleurs que 10 ans et 30M£ par an seront nécessaires pour recréer une autorité de sécurité britannique qui posséderait l'expertise de l'AESA, alors que la contribution actuelle du RU à l'agence européenne s'élève à 4 M£ par an.

**Les incertitudes engendrées par le Brexit et la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine nuisent à l'industrie britannique** – L'ONS (*Office for National Statistics*) a indiqué que le secteur manufacturier a connu une baisse de 0,7% en août – et ce malgré une production des usines automobiles plus élevée qu'à l'accoutumée. En effet, ces dernières ont reporté leur fermeture estivale au mois d'avril, en anticipation d'un Brexit qui devait intervenir fin mars. Les données de l'ONS relèvent par ailleurs que la croissance de la fabrication d'équipements de transport s'est considérablement ralentie au cours des deux dernières années.

**Table 2: Breakdown of GDP and its components' growth rates by month**

	June 2019	July 2019	August 2019
GDP	0.1	0.4	-0.1
Index of Services	0.2	0.3	0.0
Index of Production	0.1	0.1	-0.6
Manufacturing	-0.3	0.4	-0.7
Construction	-1.1	1.8	0.2
Agriculture	0	0	-0.1

Source: Office for National Statistics – GDP monthly estimate

Growth, three months on same three months a year ago, July to September 2017 until June to August 2019



**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à : [londres@dgtresor.gov.fr](mailto:londres@dgtresor.gov.fr)).

**Clause de non-responsabilité**

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Rédigé par :** Gautier Houel (énergie, climat, environnement), Pauline Mazurier-Nolin (transports et industrie), Laura Guenancia (services et régions) et Claire Bucher (numérique)



**Contact :** Christian Fatras, Conseiller économique, [christian.fatras@dgtresor.gov.fr](mailto:christian.fatras@dgtresor.gov.fr)



Suivez-nous sur Twitter : [@FRTreasury\\_UK](https://twitter.com/FRTreasury_UK)